



## **MARCHE DE SERVICES**

### **Cahier des Clauses Particulières**

n° 25-14

#### **Acheteur**

---

Université de Toulon

Adresse : CS 60584 83041 TOULON Cedex 9

Téléphone : +33 0494142688

#### **Représentant de l'acheteur**

---

Monsieur le Président

#### **Objet du marché**

---

Organisation événementielle de la manifestation I-NAVAL 2025 du jeudi 12 juin 2025 (jauge 650 personnes)

# Sommaire

<b>1. Préambule .....</b>	<b>4</b>
<b>2. Objet du marché - Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
2.1 Objet du marché.....	4
2.2 Fractionnement du marché en tranches optionnelles .....	4
2.3 Délais limites de notification des tranches optionnelles .....	5
2.4 Indemnité de dédit.....	5
2.5 Indemnité d'attente.....	5
2.6 Délais d'exécution .....	5
2.7 Prolongation des délais d'exécution .....	5
2.8 Dispositions relatives à la défense nationale .....	5
2.9 Sous-traitance et traitement des données .....	5
2.10 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel .....	5
2.11 Traitement des données .....	6
<b>3. Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>6</b>
<b>4. Forme des notifications et informations au titulaire .....</b>	<b>7</b>
<b>5. Prix - Variation du prix.....</b>	<b>7</b>
5.1 Mode d'établissement du prix du marché .....	7
5.2 Variation du prix .....	7
<b>6. Retenue de garantie .....</b>	<b>7</b>
<b>7. Avance .....</b>	<b>7</b>
7.1 Modalités de règlement de l'avance.....	7
7.2 Modalités de résorption de l'avance.....	7
<b>8. Règlement des comptes au titulaire .....</b>	<b>7</b>
8.1 Modalités de règlement du prix .....	7
8.2 Délais de paiement .....	9
8.3 Intérêts moratoires .....	9
<b>9. Modalités d'exécution du marché .....</b>	<b>9</b>
9.1 Conditions d'exécution des prestations.....	9
9.2 Modification du marché .....	9
9.3 Prestations supplémentaires ou modificatives .....	9
<b>10. Développement durable – Dimension économique.....</b>	<b>9</b>
<b>11. Constatation de l'exécution des prestations .....</b>	<b>9</b>
11.1 Opérations de vérification et décisions .....	10
11.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	10

<b>12. Pénalités et primes .....</b>	<b>10</b>
12.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations .....	10
<b>13. Garanties .....</b>	<b>10</b>
<b>14. Assurances .....</b>	<b>10</b>
<b>15. Différends .....</b>	<b>10</b>
<b>16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers .....</b>	<b>10</b>
<b>17. Résiliation du marché .....</b>	<b>10</b>
17.1 Résiliation pour faute .....	10
17.2 Résiliation pour motif d'intérêt général .....	10
<b>18. Clauses techniques .....</b>	<b>11</b>
<b>19. Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>11</b>

# 1. Préambule

Après le succès des éditions « Opération i-Naval » en 2019, 2021 et 2022, du produit numérique « Exercice i-Naval » en 2020 et de l'évènement « i-Naval » en 2023 et 2024, l'Université de Toulon (UTLN) en partenariat avec la Direction générale de l'armement Techniques navales (DGA TN) poursuivent leur effort dans l'innovation navale de défense en organisant un nouvel événement à Toulon, au printemps 2025.

L'objectif est d'appuyer la démarche d'innovation engagée par l'Université de Toulon et le ministère des Armées relayé par la DGA TN et ses partenaires de l'environnement économique et industriel local en Région Sud.

Comme pour l'« Opération i-Naval » et l'« Exercice i-Naval », il s'agit de :

- ✓ Mettre en avant des sociétés françaises innovantes proposant des solutions technologiques pouvant répondre aux besoins des Forces ;
- ✓ Identifier les technologies à grande valeur ajoutée susceptibles d'asseoir la supériorité opérationnelle des opérations de la Marine nationale ;
- ✓ Impliquer le monde académique, dans une approche « de bout en bout » alliant formation, recherche et innovation.

Du point de vue de l'Université de Toulon, cet événement permet de mettre en avant son savoir-faire en matière de formation, de recherche et d'innovations dans le domaine du naval de défense.

Du point de vue de la Région Sud, l'évènement « i-Naval » offre une opportunité de visibilité médiatique de niveau national, en se positionnant comme un centre de gravité de l'innovation du naval de défense. Il est un vecteur de rayonnement très large vers le monde politique, industriel et académique.

Cet événement s'appuiera sur plusieurs partenariats, au premier rang desquels figurent, la Marine nationale, la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, la Région Sud-PACA.

Cet événement alternera plusieurs activités :

- ✓ Des exposés sur l'innovation : ceux-ci devront être dynamiques, voire innovants dans la forme ;
- ✓ Des démonstrations technologiques en vidéos et en extérieur, d'un niveau d'ambition et de représentativité répondant aux attentes de la Marine nationale en matière d'innovation ;
- ✓ Des expositions de panneaux et posters, voire d'équipements (sous réserve) ;
- ✓ La remise de prix d'innovation.

Un format numérique du projet sera également préparé, ainsi que la communication l'entourant.

Les prestations attendues concernent l'animation en extérieur. Les exigences à respecter sont définies à l'article 18 ci-dessous.

## 2. Objet du marché - Dispositions générales

### 2.1 Objet du marché

Le marché porte sur : Réalisation de la partie événementielle de l'évènement i-Naval (iN) 2025, pilotée par l'Université de Toulon et soutenue par DGA Techniques navales (production

numérique, sécurité, etc.)

Les prestations objet du marché sont assorties d'une obligation de résultat.

Les exigences techniques sont précédées de {T-x}.

**Le budget alloué à la totalité des prestations décrites ci-dessous est de 90 000 € HT.**

## 2.2 Fractionnement du marché en tranches optionnelles

Le présent marché fait l'objet d'un fractionnement en tranches au sens des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique. Il comporte une tranche ferme et 2 tranche(s) optionnelle(s) désignées ci-après :

- Tranche ferme : Organisation de la manifestation i-Naval
- Tranche optionnelle n° 01 (TO1) : Mise à disposition d'un speaker.
- Tranche optionnelle n° 02 (TO2) : Régie supplémentaire.

## 2.3 Délais limites de notification des tranches optionnelles

Les délais limites de notification par ordre de service de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

- Pour les tranches n° 01 et 02 : 30 jours avant la tenue de la manifestation (12/06/2025)

Chaque ordre de service précise la date d'exécution des prestations de la tranche optionnelle correspondante.

En cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement des tranches postérieures sont prolongés d'autant sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Il est également précisé qu'aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

## 2.4 Indemnité de dédit

Le marché ne prévoit pas d'indemnité de dédit.

## 2.5 Indemnité d'attente

Il n'est pas prévu de versement d'indemnité d'attente.

## 2.6 Délais d'exécution

Le délai d'exécution du marché est défini à l'article *Délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

## 2.7 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

## 2.8 Dispositions relatives à la défense nationale

Les prestations intéressent la Défense. Le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG.

Son attention est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des prestations :

Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par l'acheteur en vue de l'exécution du marché ou pour toute autre cause.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

## 2.9 Sous-traitance et traitement des données

Le titulaire s'engage à se conformer au contrat de sous-traitance RGPD, présent en annexe, conformément à la réglementation européenne (décision d'exécution 2021/915 de la commission du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants). Les annexes de ce contrat devront être complétées conjointement par le titulaire et l'acheteur public suite à l'attribution du marché.

## 2.10 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

## 2.11 Traitement des données

Dans le cadre du marché, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :

Le traitement des données ne concernera que la gestion des réservations. Le traitement prendra fin dès la clôture de celles-ci.

Les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier sont les suivantes :

- ✓ Le titulaire du marché devra informer l'acheteur de toutes difficultés rencontrées dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, de toute demande de communication de données qui lui serait adressée ou des mesures adoptées pour s'y opposer.

Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations sont les suivantes :

- ✓ Toutes les mesures nécessaires et réglementaires devront être observées.

La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de

l'exécution du marché sont les suivantes :

- ✓ Les données en possession du titulaire devront faire l'objet d'une destruction. Le titulaire ou le sous-traitant des données s'interdit d'utiliser pour son propre compte les données traitées dans le cadre du présent contrat.

En cas de méconnaissance de la réglementation relative au traitement des données par le titulaire, il sera fait application d'une ou de plusieurs pénalité(s) selon les modalités suivantes :

- ✓ 1 500.00 euros par donnée.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché pourra être résilié pour faute.

### 3. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes dûment renseignés, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi :
  - Décomposition global et forfaitaire du prix ;
  - Planning prévisionnel de l'organisation de la prestation et description détaillée des j-1 et j0 ;
  - Cadre de réponse obligatoire.
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

L'acte d'engagement et le CCP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- L'offre technique du titulaire.

Pièces réglementaires :

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).

### 4. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

## 5. Prix - Variation du prix

### 5.1 Mode d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation du prix* ci-dessous.

### 5.2 Variation du prix

Les prix du marché sont fermes.

## 6. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## 7. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance de 30 % du montant TTC est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Chaque tranche sera considérée comme un marché distinct pour la mise en œuvre de l'avance.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

### 7.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- ✓ Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

### 7.2 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65)/15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants).

## 8. Règlement des comptes au titulaire

### 8.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

Chaque tranche à réaliser fait l'objet d'un règlement partiel définitif après décision d'admission distincte des prestations concernées dans les conditions définies à l'article *Constataion de l'exécution des prestations* ci-dessous.



### 8.1.1 Demandes de paiement

- Demande de règlement partiel définitif

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG FCS ainsi qu'aux dispositions ci-dessous, par le titulaire, dans un délai de à compter de chaque décision distincte d'admission des prestations.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixés, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- la retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du contrat ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les parties suivantes :

- une récapitulation des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- au solde du règlement partiel définitif.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte partiel définitif qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

- Solde du contrat

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11.7 du CCAG FCS, par le titulaire dans un délai de à compter de la décision d'admission des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- au solde du contrat.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

### 8.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

## 8.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

## 8.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

# 9. Modalités d'exécution du marché

## 9.1 Conditions d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus à l'article *Durée du marché et/ou délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par l'article *Clauses techniques* ci-dessous.

Les prestations seront réalisées à l'adresse suivante : Le Mourillon – Toulon ou au Palais des Congrès Neptune en cas de météo défavorable (décision J-2).

## 9.2 Modification du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux

articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

### **9.3 Prestations supplémentaires ou modificatives**

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent marché ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

## **10. Développement durable – Dimension économique**

## **11. Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 Opérations de vérification et décisions**

### **11.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet**

## **12. Pénalités et primes**

### **12.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations**

## **13. Garanties**

## **14. Assurances**

## **15. Différends**

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

## **16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français".

## 17. Résiliation du marché

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent le marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

### 17.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

### 17.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

## 18. Spécificités techniques

### 18.1 Clauses techniques liées à la réalisation de la prestation

La jauge maximum est de 650 personnes.

- {T-1} Le titulaire rédige et propose un plan d'implantation au client, 8 semaines avant l'évènement, adapté au site accueillant l'évènement : il est validé par le client.
- {T-2} Le titulaire propose un plan de coordination des différents prestataires et le propose au client 8 semaines avant l'évènement.
- {T-3} Le titulaire participe à des réunions bimensuelles avec le client pour rendre compte de l'avancée de l'organisation de l'évènement.
- {T-4} Le titulaire fournit, met à disposition et installe le mobilier chaises permettant à une partie du public (environ 100 places assises) de s'asseoir pendant les exposés.
- {T-5} Le titulaire procède à l'enlèvement de ces chaises à l'issue des présentations.
- {T-6} Le titulaire procède à l'enlèvement du mobilier mis à disposition à la fin de l'évènement et avant 7 h le lendemain de l'évènement.
- {T-7} Le titulaire propose une solution efficiente qui réponde au besoin de création des badges et de gestion des participants à l'évènement. Le titulaire prévoit la création et l'envoi du badge nominatif depuis un site internet à chaque invité validé par les organisateurs. L'invité s'inscrit sur le site et reçoit par e-mail son badge (qu'il aura à imprimer lui-même)

avec nom/prénom/entreprise/fonction + QR Code. Le titulaire prévoit un système de flash le soir même de l'évènement pour vérification des badges à l'entrée du site. Il convient de prévoir les moyens d'éditer sur place des badges pour les invités n'étant pas venus avec leur badge nominatif. Le titulaire remettra un tour de cou (porte badge) à chaque invité. Il convient de prévoir un nombre suffisant d'hôtes et hôtesse d'accueil pour assurer cette tâche.

- {T-8}** Les aléas météo peuvent impliquer la décision de mettre en œuvre l'évènement en intérieur. Cette décision sera prise 48 h avant le jour de l'évènement. Le titulaire prendra les dispositions pour adapter sa prestation en maintenant le niveau de qualité attendus pour l'évènement.
- {T-9}** Le titulaire installe un coin « vestiaire ».
- {T-10}** Le titulaire installera une structure pour accueillir la banderole d'accueil fournie par le client.
- {T-11}** Le titulaire prévoit un éclairage d'ambiance du site.
- {T-12}** Le titulaire installe un éclairage de sécurité en cas de panne électrique.
- {T-13}** Le titulaire installe des extincteurs fournis par le client.
- {T-14}** Le titulaire installe un coin « secourisme ».
- {T-15}** Le titulaire se charge de la commission de sécurité.
- {T-16}** Le titulaire doit se rendre disponible pour une réunion sécurité avec la brigade de gendarmerie et de l'armement (BGArm) et les correspondants incendie et protection du client, la Direction technique de la mairie de Toulon, dont il devra respecter les consignes.

## 18.2 Exigences liées à l'animation de l'évènement

- {T-17}** Le titulaire participe à un briefing technique avec la mairie, organisé par le client 8 semaines avant l'évènement. Ce briefing permet de définir les besoins en mobilier (scène), électricité et eau pour l'évènement.
- {T-18}** La veille de l'évènement, le titulaire installe la structure technique sur la scène en extérieur protégée avec un pupitre et des micros sans fils.  
**Note** : le site restera accessible toute la journée et une source électrique sera mise à disposition.
- {T-19}** La veille de l'évènement, le titulaire déploie un système de sonorisation et de régie vidéo adapté à un public de 650 personnes.
- {T-20}** La veille de l'évènement, le titulaire installe deux écrans géants 16\*9.  
**Note** : un service de sécurité sera mis en place par le client pour protéger le matériel durant la nuit précédant l'évènement.
- {T-21}** Le jour de l'évènement, le titulaire assure la régie audio, vidéo et lumières de l'évènement sur la base d'un script élaboré et validé par le client.
- {T-22} Option 1** : Le titulaire engage un speaker live qui animera et commentera la succession des évènements de la soirée, en accord avec le client.

Le client envisage des démonstrations physiques à distance le jour de l'évènement (par exemple sur plan d'eau), avec une retransmission en « live » sur les écrans géants :

- {T-23}** Le titulaire s'organise avec le client et les entreprises sélectionnées susceptibles de réaliser des démonstrations « en live » pour retransmettre ces démonstrations en direct sur les écrans géants (démonstrations de matériels ; caméras sur drones ; récupération de flux vidéo, etc.).
- {T-24} Option 2** : Le titulaire déploie une régie supplémentaire pour la captation et la retransmission en direct de la démonstration « en live ».

- {T-25}** Le titulaire réalise des essais de bon fonctionnement des écrans, sonorisation, lumière et tout ce qui concerne les prestations associées à l'organisation événementielle la veille et le matin de l'évènement, en s'assurant que l'exposition prolongée au soleil n'affectera pas le bon fonctionnement des équipements électroniques.
- {T-26}** Le titulaire prévoit la mise en place d'un photo-call près de l'accueil, fournit et installe la structure permettant d'accueillir la bâche fournie par le client. Ce photo call permettra des photographies officielles des invités qui seront prises lors de leur arrivée ainsi que pendant le cocktail dinatoire.
- {T-27}** Le titulaire fournit un photographe, ces photographies doivent être remises au client, et ne pourront nullement être communiquées par le titulaire. Un devoir strict de confidentialité engage le titulaire. Outre les pénalités d'usages, des poursuites pénales seront systématiquement engagées pour tout manquement à ce devoir par le titulaire ou ses agents ou sous-traitants.
- {T-28}** Le titulaire installe des toilettes mobiles sur le site. Il devra organiser la coordination et la logistique pour leur installation et leur utilisation. Le personnel du titulaire devra procéder à l'entretien méticuleux (nettoyage) de ces toilettes tout au long de l'évènement.
- {T-29}** Le titulaire sera en charge de distribuer les goodies à la fin de l'évènement ou au moment qui aura été précisé lors de la réunion de lancement.

### 18.3 Exigences liées au cocktail

**Note** : Ouverture du site à 17 h, fin de l'évènement à 23 h (début de démontage).

- {T-30}** Le titulaire organise un cocktail dinatoire de niveau supérieur (fournitures, main d'œuvre et service) : le nombre d'invités et le contenu (nombre de pièces cocktail, boissons à discrétion incluant le vin) seront validés en accord avec le client 8 semaines avant l'évènement. Le nombre de pièces par invité ne pourra être inférieur à 17 pièces salées et 4 sucrées.
- {T-31}** Le titulaire prévoit la mise en place de mobilier « lounge » et de mange-debout en nombre suffisant relativement au nombre d'invités attendus. Ce nombre ne pourra être inférieur à 1 mange-debout pour 25 personnes. Cet espace devra être opérationnel dès l'ouverture des portes.
- {T-32}** Le titulaire prévoit un accueil soft dès 17 h et tout le long des présentations.

### 18.4 Planning prévisionnel

Les prestations sont attendues selon le planning prévisionnel ci-dessous. Celui-ci fera l'objet d'une mise au point lors de la réunion de lancement.

Désignation de la prestation	Echéances prévisionnelles
Notification du marché	27 mars 2025
Réunion de lancement	02 avril 2025
Envoi du « Save the date »	04 avril 2025
Envoi des invitations	10 avril 2025
Installation de la régie vidéo et des écrans	11 juin 2025
Gestion de la régie audio-vidéo	12 juin 2025
Restitution du site avant 7 h	13 juin 2025

## 19. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*



# Annexe

## RGPD – CLAUSES CONTRACTUELLES ENTRE LE RESPONSABLE DU TRAITEMENT ET LES SOUS- TRAITANTS

### SECTION I Généralités

#### Clause 1 Objet et champ d'application

---

a) Les présentes clauses contractuelles types (ci-après les « clauses ») ont pour objet de garantir la conformité avec :

☒ **OPTION 1** : l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données.

☐ **OPTION 2** : l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) no 45/2001 et la décision no 1247/2002/CE].

b) Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés à l'annexe I ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

c) Les présentes clauses s'appliquent au traitement des données à caractère personnel tel que décrit à l'annexe II.

d) Les annexes I à IV font partie intégrante des clauses.

e) Les présentes clauses sont sans préjudice des obligations auxquelles le responsable du traitement est soumis en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

f) Les clauses ne suffisent pas à elles seules pour assurer le respect des obligations relatives aux transferts internationaux conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

#### Clause 2 Invariabilité des clauses

---



- a) Les parties s'engagent à ne pas modifier les clauses, sauf en ce qui concerne l'ajout d'informations aux annexes ou la mise à jour des informations qui y figurent.
- b) Les parties ne sont pour autant pas empêchées d'inclure les clauses contractuelles types définies dans les présentes clauses dans un contrat plus large, ni d'ajouter d'autres clauses ou des garanties supplémentaires, à condition que celles-ci ne contredisent pas, directement ou indirectement, les clauses ou qu'elles ne portent pas atteinte aux libertés et droits fondamentaux des personnes concernées.

## Clause 3 Interprétation

---

- a) Lorsque des termes définis respectivement dans le règlement (UE) 2016/679 ou dans le règlement (UE) 2018/1725 figurent dans les clauses, ils s'entendent comme dans le règlement en question.
- b) Les présentes clauses doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et du règlement (UE) 2018/1725 respectivement.
- c) Les présentes clauses ne doivent pas être interprétées d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par le règlement (UE) 2016/679 / le règlement (UE) 2018/1725 ou d'une manière qui porte atteinte aux libertés ou droits fondamentaux des personnes concernées.

## Clause 4 Hiérarchie

---

En cas de contradiction entre les présentes clauses et les dispositions des accords connexes qui existent entre les parties au moment où les présentes clauses sont convenues ou qui sont conclus ultérieurement, les présentes clauses prévaudront.

## Clause 5 Clause d'amarrage

---

- a) Toute entité qui n'est pas partie aux présentes clauses peut, avec l'accord de toutes les parties, y adhérer à tout moment, en qualité soit de responsable du traitement soit de sous-traitant, en complétant les annexes et en signant l'annexe I.
- b) Une fois que les annexes mentionnées au point a) sont complétées et signées, l'entité adhérente est considérée comme une partie aux présentes clauses et jouit des droits et est soumise aux obligations d'un responsable du traitement ou d'un sous-traitant, conformément à sa désignation à l'annexe I.
- c) Les présentes clauses ne créent pour la partie adhérente aucun droit ni aucune obligation pour la période précédant l'adhésion.

# SECTION II Obligations des parties

## Clause 6 Description du ou des traitements

---

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'annexe II.

## Clause 7 Obligations des parties

### 7.1. Instructions

a) Le sous-traitant ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis. Dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public. Des instructions peuvent également être données ultérieurement par le responsable du traitement pendant toute la durée du traitement des données à caractère personnel. Ces instructions doivent toujours être documentées.

b) Le sous-traitant informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction donnée par le responsable du traitement constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 / du règlement (UE) 2018/1725 ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

### 7.2. Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'annexe II, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

### 7.3. Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'annexe II.

### 7.4. Sécurité du traitement

a) Le sous-traitant met au moins en œuvre les mesures techniques et organisationnelles précisées à l'annexe III pour assurer la sécurité des données à caractère personnel. Figure parmi ces mesures la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à de telles données (violation de données à caractère personnel). Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, les parties tiennent dûment compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les personnes concernées.

b) Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

### 7.5. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

### 7.6. Documentation et conformité

a) Les parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.

b) Le sous-traitant traite de manière rapide et adéquate les demandes du responsable du traitement concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.

c) Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

d) Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

e) Les parties mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes, dès que celles-ci en font la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

## 7.7. Recours à des sous-traitants ultérieurs

a)

☒ **OPTION 1 : AUTORISATION SPÉCIFIQUE PRÉALABLE** : le sous-traitant n'est pas autorisé à sous-traiter à un sous-traitant ultérieur les opérations de traitement qu'il effectue pour le compte du responsable du traitement en vertu des présentes clauses sans l'autorisation écrite spécifique préalable du responsable du traitement. Le sous-traitant soumet la demande d'autorisation spécifique au moins 1 mois avant le recrutement du sous-traitant ultérieur en question, ainsi que les informations nécessaires pour permettre au responsable du traitement de prendre une décision au sujet de l'autorisation. La liste des sous-traitants ultérieurs autorisés par le responsable du traitement figure à l'annexe IV, que les parties tiennent à jour.

☐ **OPTION 2 : AUTORISATION ÉCRITE GÉNÉRALE** : le sous-traitant dispose de l'autorisation générale du responsable du traitement pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue. Le sous-traitant informe spécifiquement par écrit le responsable du traitement de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins [PRÉCISER LA DURÉE] à l'avance, donnant ainsi au responsable du traitement suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés. Le sous-traitant fournit au responsable du traitement les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.

b) Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

c) À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

d) Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement,

de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

e) Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable du traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

## 7.8. Transferts internationaux

a) Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le sous-traitant n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du responsable du traitement ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679 ou du règlement (UE) 2018/1725.

b) Le responsable du traitement convient que lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur conformément à la clause 7.7 pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement (UE) 2016/679, le sous-traitant et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du règlement (UE) 2016/679 en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

## Clause 8 Assistance au responsable du traitement

a) Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

b) Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement. Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a) et b), le sous-traitant se conforme aux instructions du responsable du traitement.

c) Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement en vertu de la clause 8, point b), le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

1) l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;

2) l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;

3) l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les

données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;

4) les obligations prévues à :

☒ OPTION 1 : l'article 32 du règlement (UE) 2016/679

☐ OPTION 2 : aux articles 33, 36 à 38 du règlement (UE) 2018/1725.

d) Les parties définissent à l'annexe III les mesures techniques et organisationnelles appropriées par lesquelles le sous-traitant est tenu de prêter assistance au responsable du traitement dans l'application de la présente clause, ainsi que la portée et l'étendue de l'assistance requise.

## Clause 9 Notification de violations de données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prêle assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

### 9.1. Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prêle assistance au responsable du traitement :

a) aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;

b) aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à :

☒ OPTION 1 : l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679

☐ OPTION 2 : l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :

1) la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

2) les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

3) les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

c) aux fins de la satisfaction, conformément à :

☐ OPTION 1 : l'article 34 du règlement (UE) 2016/679

☒ OPTION 2 : l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

## **9.2. Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- a) une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- b) les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- c) ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'annexe III tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu :

☒ OPTION 1 : des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679

☐ OPTION 2 : des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

# **SECTION III Dispositions finales**

## **Clause 10 Non-respect des clauses et résiliation**

a) Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

b) Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

1) le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point a) et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;

2) le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;

3) le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

c) Le sous-traitant est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables conformément à la clause 7.1, point b), le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

d) À la suite de la résiliation du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

## ANNEXE I Liste des parties

### Responsable(s) du traitement :

---

*[Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]*

1.Nom : ...

Adresse : ...

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : ...

Signature et date d'adhésion : ...

2.

...

### Sous-traitant(s) :

---

*[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]*

1.Nom : ...

Adresse : ...

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : ...

Signature et date d'adhésion : ...

2.

...



## ANNEXE II Description du traitement

- Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées :

...

- Catégories de données à caractère personnel traitées :

...

- Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires.

...

- Nature du traitement :

...

- Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement :

...

- Durée du traitement :

...

...

Pour le traitement par les sous-traitants (ultérieurs), préciser également l'objet, la nature et la durée du traitement.

## **ANNEXE III Mesures techniques et organisationnelles, y compris mesures techniques et organisationnelles visant à garantir la sécurité des données**

### **NOTE EXPLICATIVE :**

Les mesures techniques et organisationnelles doivent faire l'objet d'une description concrète, et non pas générique.

Description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le ou les sous-traitants (y compris toute certification pertinente) visant à garantir un niveau de sécurité approprié, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes physiques. Exemples de mesures possibles :

- mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel ;
- mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur ;
- mesures de protection des données pendant la transmission ;
- mesures de protection des données pendant le stockage ;
- mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées ;
- mesures visant à garantir l'enregistrement des événements ;
- mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut ;
- mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique ;
- mesures de certification/assurance des procédés et produits ;
- mesures visant à garantir la minimisation des données ;
- mesures visant à garantir la qualité des données ;
- mesures visant à garantir une conservation limitée des données ;
- mesures visant à garantir la responsabilité ;
- mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement]

Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable du traitement.

Description des mesures techniques et organisationnelles spécifiques que le sous-traitant doit prendre pour pouvoir prêter assistance au responsable du traitement.

## ANNEXE IV Liste de sous-traitants ultérieurs

### NOTE EXPLICATIVE :

La présente annexe doit être complétée en cas d'autorisation spécifique de sous-traitants ultérieurs [clause 7.7, point a), option 1].

Le responsable du traitement a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivant :

1.Nom : ...

Adresse : ...

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : ...

Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) : ...

2.

...